

### Agriculture

sur le bétail et les viandes exportées. Cet embargo causa beaucoup d'inquiétude et provoqua une diminution des prix chez les éleveurs canadiens. Le ministre a dit cet après-midi à la Chambre que l'on n'appelle pas cela un embargo; quoi qu'il en soit, le prix a rapidement diminué.

Ensuite, le blocage américain au niveau du conditionnement a été suspendu et les Américains ont ouvert leur marché intérieur. Cela a stimulé d'importantes expéditions qui ont à leur tour frappé le marché intérieur américain. Nous avons un marché soutenu; nous avons alors vu, et nous voyons encore, littéralement des centaines de chargements de bétail gras américain venir dans nos abattoirs canadiens, surtout en Ontario. Au cours des six dernières semaines, les abattoirs de l'Ontario ont pu acheter ce bétail américain jusqu'à 15c. la livre meilleur marché. Par exemple, on peut acheter un bœuf de 1,100 livres pour \$165 de moins et les acheteurs des abattoirs de l'Ontario m'informent que l'afflux des États-Unis était tellement fort au cours des six dernières semaines qu'ils ont eu des commandes limitées de bétail de l'Ontario. J'ai bien peur qu'un bon nombre d'éleveurs de l'Ontario, du fait qu'ils ne peuvent pas vendre leur bétail engraisé maintenant, ne soient limités par le manque d'argent et d'espace et ne puissent acheter le nombre normal de veaux d'engrais qu'il leur faut normalement, ce qui se répercutera en Ontario l'année prochaine par un bouleversement encore plus marqué des marchés.

Ce qu'il y a de triste dans cette affaire c'est que non seulement nos producteurs se trouvent dans une situation précaire mais aussi que nos consommateurs en général ne profitent pas pleinement de ces bas prix. On me laisse entendre que les abattoirs de l'Ontario peuvent fournir au marché du bœuf à 25c. de moins qu'il y a six semaines. Dans bien des cas, les consommateurs sont loin de profiter de cette baisse de prix. C'est pourquoi j'ai demandé au ministre de la Consommation et des Corporations (M. Gray), le 19 octobre, s'il était entré en contact avec la Commission de révision des prix afin de savoir pourquoi on ne s'était pas soucié davantage du fait que le prix du bœuf n'avait pas baissé proportionnellement avec les prix d'achat du bétail sur pied. Je fus stupéfait d'entendre le ministre me répondre et je cite «Je crois que cette question relève davantage du ministre de l'Agriculture (M. Whelan)». Révérence parler, je crois que le public, c'est-à-dire les consommateurs, mérite une réponse plus sérieuse à ce grave problème auquel font face tous les Canadiens.

Questionnées cette semaine par le député de Bruce (M. Whicher) M<sup>me</sup> Plumptre et sa commission ont essayé de défendre leur inaction évidente devant la situation que je viens de décrire, disant que, bien sûr, on étudiait pourquoi le prix de la viande n'était pas moins élevé vu que le prix de bœuf sur pied l'était, mais que cela prendrait un certain temps pour que l'on observe une baisse des prix étant donné qu'un certain temps s'écoule entre l'abattage et la vente au détail. Qu'est-il arrivé, monsieur l'Orateur, au retard lorsque le prix de la viande montait si rapidement, surtout celui du bacon qui a augmenté jusqu'à trois fois en une semaine.

J'aimerais vous donner un exemple pour montrer pourquoi je sais que le prix du bœuf n'est pas revenu à un niveau raisonnable par rapport au prix du bétail sur pied. Le bœuf haché premier choix destiné aux restaurants a plafonné à \$1.29 la livre. Il coûte maintenant \$1.13 et avant l'augmentation draconienne, il coûtait 93c. Les morceaux de cuisse de bœuf ont plafonné à \$2.25 la livre et sont encore à \$1.79; pourtant, ils étaient de \$1.15 et il n'y a pas très longtemps. Ce sont les prix de London, monsieur

[M. Frank.]

l'Orateur. Si la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires veut vraiment protéger le public, c'est-à-dire les producteurs aussi bien que les consommateurs, ses excuses devront être plus dignes de foi.

Comme je l'ai déjà déclaré à la Chambre, ma circonscription se situe au cœur de la région d'agriculture variée de l'Ontario. On y produit de grandes quantités de lait, d'œufs, de bœuf, de dindes, de porcs, de maïs et de haricots. Certains d'entre eux occupent la première place pour la production en Ontario. Ces dernières années j'ai donc participé activement à la production de bien des produits que je viens de décrire; ce qui me donne un avantage considérable sur beaucoup de mes collègues, quelque soit leur affiliation politique, pour constater lorsque cela se produit, pour le compte des citoyens et des ruraux, l'absence de proportion entre le prix de vente au détail et le prix de revient d'un produit donné.

Cela me rappelle une question insidieuse posée durant la dernière campagne électorale au cours d'une réunion urbaine de tous les candidats. La voici: Que pouvez-vous faire pour nous, les citoyens? Monsieur l'Orateur, j'ai répondu alors, et ma réponse est la même actuellement: D'abord, je pourrai jouer un rôle important, car étant donné mon expérience en production agricole, je saurai si les consommateurs paient trop cher les produits alimentaires et je pourrai, je l'espère, démasquer la chose. Ou, comme diraient nos collègues socialistes à ma gauche, je saurai reconnaître «les largesses».

La différence entre mon analyse et la leur, c'est que je dévoilerais les bénéfices inutiles. Ils veulent supprimer tous les bénéfices dans les affaires. Ma foi, monsieur l'Orateur, ils devront changer leur fusil d'épaule car je sais que les salariés dans les entreprises privées reconnaissent de nos jours que la compagnie doit réaliser des bénéfices, autrement, ils se trouveraient sans emploi. Nos collègues à ma gauche vont se rendre compte de la chose lors des prochaines élections. Bien des gens constatent que la hausse des prix de l'alimentation suscite beaucoup plus de mécontentement et d'amertume que celle des autres produits. Ainsi, le public se rend compte beaucoup plus vite d'une hausse de 2c. la douzaine d'œufs que d'une augmentation de \$250 dans le prix d'une voiture populaire.

On dira peut-être que ce sont là des griefs déraisonnables de la part des consommateurs, étant donné la montée en flèche des prix de l'alimentation, mais ils sont tout à fait légitimes. Le mouvement des prix dans le secteur alimentaire peut être logiquement examiné, analysé et expliqué, mais on ne saurait l'empêcher ni le faire disparaître sans imposer des pressions sur notre régime politique et économique.

Monsieur l'Orateur, si l'on veut que les consommateurs puissent en fin de compte bénéficier de prix modérés dans le secteur alimentaire, le gouvernement fédéral devra être capable de prendre des décisions de façon intelligente, de concert avec ses homologues des provinces, décisions qui aboutiront finalement à une production maximum à un niveau profitable pour le producteur. Le gouvernement devra prêter l'oreille aux agriculteurs pour une fois. Il en va ici comme dans tous les secteurs de la société, on ne saurait faire confiance à tout le monde, mais il y a moyen de remédier à ce problème.

Un bon exemple de ce qu'il en coûte de ne pas tenir compte des conseils des éleveurs de bœuf et d'avoir totalement interdit le diéthylé-stilbestrol, mieux connu sous le sigle DES, est que le coût de l'engraissement du bétail a augmenté d'au moins 10 p. 100. Les experts de la production bovine sont convaincus que la décision d'interdire le